

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

# *contre-courant*

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Neuvième année----- NUMERO 34 ----- Avril 2002

DANS CE NUMERO:

- ? [L'Afghanistan après les taliban](#)
  - ? [Grève des instituteurs, un prélude à la grève générale](#)
  - ? [Les ouvriers et l'augmentation des salaires](#)
  - ? [La stratégie sioniste ne peut qu'échouer!](#)
- 

## L'Afghanistan après les taliban

Deux mois et demi après le 11 septembre, les taliban ont été renversés en Afghanistan. Leur échec était évident bien qu'ils soient encore sur certains territoires du pays, souvent frontaliers avec le Pakistan. Quand les Etats-Unis ont annoncé leur décision de renverser les taliban, il était déjà évident que le régime des taliban sera disparu en peu de temps. Cette évidence était due aussi bien à la faiblesse militaire des taliban face aux puissances américaine et anglaise qu'au fait que les taliban étaient à la tête d'un régime ultra réactionnaire et moyenâgeux sans crédit auprès des Afghans et de l'opinion publique mondiale. Les taliban ont instauré les Emirats islamiques d'Afghanistan qui ont infligé aux populations afghanes la répression et la tyrannie les plus barbares. Les taliban ont privé les Afghans des droits humains les plus élémentaires. Ils ont pu installer leur régime avec le soutien latent des Etats-Unis, l'appui financier et militaire direct du Pakistan, d'Arabie saoudite et des sultanats du Golfe persique. Ils avaient aussi enrégimenté des hommes de main islamistes du monde entier. La haine des Afghans contre les taliban était tellement forte qu'ils n'ont pas hésité un instant à les jeter dehors dès qu'ils en ont eu la possibilité. L'opinion publique mondiale détestait aussi le régime des taliban. Le désaccord des peuples de différents pays contre le militarisme et le bellicisme américains ne voulait pas dire soutien aux taliban. Les mouvements de peuples dans le monde condamnaient l'expansionnisme et l'agressivité des Etats-Unis et des autres grandes puissances, mais aussi le terrorisme des fondamentalistes islamiques et des régimes comme celui des taliban. C'est pourquoi il a été suffisant que les Etats-Unis obligent l'Arabie saoudite, le Pakistan et les Emirats arabes unis à ne plus soutenir les taliban. Ils ont ensuite bombardé le pays et en pourtant leur soutien à l'Alliance du Nord, le régime des taliban a été renversé. Le renversement des taliban ne veut guère dire que les populations afghanes sont débarrassées de la guerre, de la répression et de l'inexistence des droits. Cela ne veut point dire que la liberté s'instaure en Afghanistan. Les maîtres des affaires afghanes sont maintenant les puissances impérialistes mondiales et surtout américaine et anglaise qui ont même installé leurs forces militaires dans ce pays. L'impérialisme n'apporte jamais de liberté aux nations. Il accompagne toujours la réaction politique et l'état de non droits dans les pays capitalistes arriérés. N'est-il pas vrai que l'impérialisme a soutenu l'Alliance du Nord pour renverser les

taliban? A-t-on oublié que cette même Alliance du Nord était au pouvoir, certes pour une courte durée mais a commis d'horribles crimes contre les peuples d'Afghanistan après avoir renversé Najibullah? N'était-ce pas l'Alliance du Nord qui avait établi les lois archaïques islamiques bien avant les taliban? Et que ces lois avaient frustré les Afghans de leurs droits civils et humains? Une réaction a remplacé une autre en Afghanistan. Un groupe de fondamentalistes islamiques est parti et un autre l'a remplacé. Supposons que le second n'obligerait plus les femmes de couvrir leur visage, mais elles seront toujours forcées de porter le voile islamique. Les masses populaires d'Afghanistan n'ont aucun droit de décider de leur sort et de choisir leur régime. Il est question que les chefs réactionnaires de tribus et le roi déchu participent à la prise des décisions avec l'Alliance du Nord et pas plus. Il est clair que même après le renversement des taliban, les peuples d'Afghanistan n'obtiennent ni leurs droits humains ni les libertés. Ils ne seront même pas débarrassés des calamités de l'Etat religieux. Est-il possible d'espérer qu'après deux décennies de guerre ! et de massacre et le reste du pays maintenant détruit par les bombes américaines et anglaises, les peuples d'Afghanistan puissent être sauvés de tous ces désastres? Les masses populaires d'Afghanistan ne voient pas la raison de telles espérances. Car les islamistes de l'Alliance du Nord font de nouveau partie du pouvoir. C'est une coalition très hétéroclite faite de nombreux groupes qui ont construit leur unité sur un seul point d'accord, c'est-à-dire leur opposition aux taliban. Ils ont chacun des tendances ethniques, religieuses et nationales différentes. Les islamistes chiites ont des différends avec les islamistes sunnites, les Ouzbeks ont des désaccords nationaux avec les Tadjiks, chaque groupe n'admet pas l'autre dans sa zone d'influence etc. Etant donné qu'il n'y a pas un Etat démocratique en Afghanistan qui puisse résoudre les contradictions de manière démocratique, la guerre et l'effusion de sang menacent sans cesse. Il était ainsi ces dernières années et il le sera encore tant que la situation actuelle ne change pas. Et l'on n'a même pas parlé encore du rôle des Pachtouns et des points de vue à la taliban enracinés chez les chefs de tribus et le clergé afghan. L'intervention et les intérêts des puissances régionales et internationales compliquent davantage la situation afghane. Tous les pays voisins de l'Afghanistan essaient de renforcer la position des bandes qui les soutiennent en Afghanistan. La République islamique d'Iran veut que les groupes islamistes chiites soient plus forts. Le Tadjikistan et l'Ouzbékistan cherchent à renforcer les ethnies tadjik et ouzbek d'Afghanistan. Le Pakistan ayant perdu leurs pions, les taliban, ont d'ores et déjà négocié avec les Américains pour que les Pachtouns aient plus de poids. Les intérêts contradictoires des pays voisins de l'Afghanistan augmentent les risques d'autres guerres civiles dans ce pays.

Les puissances impérialistes se font chacune une place en Afghanistan en installant leurs bases militaires. Les Etats-Unis et l'Angleterre ont déjà installé leurs forces dans certaines parties de l'Afghanistan. La France ne tarde plus à la faire. L'Allemagne a aussi décidé d'envoyer quelques milliers de soldats. L'installation des forces militaires des puissances impérialistes vise deux objectifs. Elles veulent avancer leurs buts expansionnistes dans toute cette région du monde pour lesquels d'ailleurs elles ont déclenché la guerre. Elles savent que la situation est instable en Afghanistan, elles ont donc besoin de toutes ces forces militaires. La discorde des puissances mondiales sur les investissements étrangers dans les secteurs du gaz et de l'agriculture afghans commence alors que la guerre n'est pas encore finie. Ces investissements ont besoin de la sécurité internationale. Il n'y a aucune force qui puisse établir seule la sécurité en Afghanistan. Les forces militaires des puissances impérialistes agissent en tant que gardiennes du capital international. Mais ce fait crée d'autres contradictions qui peuvent être la cause d'autres querelles et guerres encore plus importantes. Il faut donc constater que les problèmes d'Afghanistan sont restés bien que les taliban aient été renversés.

---

# Grève des instituteurs, un prélude à la grève générale

Fin janvier, les instituteurs d'Iran ont organisé une série de grèves et de rassemblements. Cela s'est transformé en un problème politique le plus important. La dissension entre le pouvoir judiciaire et législatif et la réaction du président de ce dernier, le mollah Karroubi, et le résultat qui en a découlé, ayant pour origine l'approfondissement de la crise politique, n'ont pas pu faire oublier l'importance et l'ampleur du mouvement des enseignants. L'importance du mouvement des enseignants qui rejoint celui des ouvriers, des étudiants et jeunes et des masses populaires dans les villes et quartiers, vient du fait que c'est un mouvement de protestation faisant avancer tout le mouvement du renversement du régime de la République islamique. Les grèves des enseignants ont propulsé le mouvement populaire un pas de plus vers un ;! nouveau stade supérieur.

Les grèves et rassemblements des instituteurs ne se sont pas faits tout d'un coup. Les instituteurs sont parmi les travailleurs les plus démunis et les plus mal payés. Ils subissent de graves pressions économiques et politiques depuis longtemps. Leurs salaires ne suffisent même pas pour les loyers et les dépenses générales de la vie. La plupart d'entre eux ont des problèmes de logement. L'augmentation des salaires des enseignants n'a jamais été proportionnée à la hausse des prix sous l'Etat islamique. La hausse importante des prix des produits et services de première nécessité, l'inflation galopante et la disproportion de l'augmentation des salaires ont sans cesse baissé le niveau de vie des instituteurs. Ils ont été paupérisés de jour en jour. Selon les statistiques officielles, 80% des enseignants sont sous le seuil de la pauvreté. Les institutrices et instituteurs qui font un second boulot pour survivre sont nombreux. Ils subissent aussi de graves pressions politiques en Iran. Ils ont un bon niveau de conscience à cause de leur travail. Mais la fusion de l'Etat et de la religion en Iran et les conséquences d'un tel Etat dans les affaires éducatives redoublent les pressions et le despotisme politiques à l'encontre des enseignants. Ils souffrent donc d'énormes restrictions même dans leur travail. Ils sont témoins de l'incapacité des responsables de l'éducation, de l'exclusion et de la bureaucratie. Ils n'ont aucun droit de décider des politiques de l'éducation ou d'exprimer leurs critiques sur le contenu des manuels. Ce sont celles et ceux qui dépendent de l'Etat qui décident pour et à la place des instituteurs. Le régime de la République islamique veut que les instituteurs exécutent ses circulaires bureaucratiques sans dire un mot.

Les enseignants sont contre la situation actuelle depuis bien longtemps. Ils ont manifesté leur désaccord sous diverses formes depuis un an. Il y a un an, le gouvernement et l'Assemblée ont décidé de supprimer une augmentation de 25% des salaires des instituteurs dans le budget. Ces derniers ont rapidement réagi contre cette mesure. Les enseignants de la ville de Qom ont fait une grève contre cette coupe. Tous les autres enseignants ont alors annoncé une grève si un supplément de salaire n'est pas payé. Vers la fin du mois de mai, 150 enseignants se sont rassemblés devant le Club du personnel éducatif à Téhéran pour protester contre les mauvaises conditions de vie et des abus de la direction de l'éducation nationale. Ils ont publié une résolution exigeant la fin de cette situation. Fin novembre, cela a été le tour des instituteurs de la ville de Gatchsaran de faire une grève pour protester contre les mêmes causes. Ils se sont rassemblés plusieurs jours de suite devant la direction régionale de l'éducation nationale. Les élèves accompagnaient les enseignants au cours de cette protestation. Plusieurs autres grèves se sont organisées à Téhéran et en province de la mi-décembre à la mi-janvier. Mais les grèves et rassemblements des 15 et 17 janvier 2002 à Téhéran avaient une importance toute particulière de par leur ampleur et du nombre

d'enseignants qui y ont participé. L'organisation même de ces grèves et rassemblements était plus sérieuse.

### **Rassemblement du 15 janvier**

Des milliers d'enseignants de Téhéran se sont rassemblés devant l'Ecole de formation des instituteurs au cours de l'après-midi du 15 janvier. Plusieurs enseignants ont pris la parole dans ce rassemblement. Ils ont dénoncé le bas niveau de vie, la vie chère, la disproportion entre les salaires et la hausse des prix, l'insuffisance des salaires et le bas pouvoir d'achat du corps éducatif qui ont mis 80% en sous du seuil de pauvreté. Ils ont également dénoncé la qualité médiocre des manuels scolaires, le mauvais climat régnant dans l'éducation et l'inexistence de droits des instituteurs dans les prises de décisions. Tous ces points ont été aussi signalés dans la résolution du rassemblement. Les enseignants ont exigé l'augmentation des salaires, la fin de l'exclusion entre les instituteurs et les autres fonctionnaires, l'amélioration de la situation éducative et de s logements. Ils ont vivement protesté contre la décision du gouvernement qui ne veut plus payer un supplément de 25% aux enseignants des écoles primaires. Ils ont prévenu que si ces revendications ne sont pas satisfaites, une grève générale nationale serait programmée. A la fin du rassemblement, les enseignants sont partis vers le ministère de l'éducation nationale en portant des banderoles. Après être passés par les avenues Enghelab et Ferdossi, les enseignants sont arrivés devant le ministère. Ils montraient leur bulletin de salaire aux gens. Certains slogans étaient: Nous sommes sous le seuil de la pauvreté et le ministre ne le sait pas; le gouvernement et l'Assemblée du peuple - c'est un mensonge, c'est un mensonge; le ministre incapable, démission, démission; l'instit est prêt à mourir mais pas prêt à accepter le mépris; instituteurs, unité, unité. Un autre slogan des instituteurs prévoyait une grève générale si leurs problèmes ne sont pas résolus. Ils scandaient: si les problèmes sont toujours là, les écoles seront fermées. Ils ont également exigé la libération de leurs collègues arrêtés au cours des récentes manifestations. Ils se sont donnés rendez-vous pour trois jours plus tard devant le Club des enseignants afin de continuer la lutte. Le régime a envoyé les forces de l'ordre accompagnées d'hommes de main du Hezbollah pour disperser et réprimer les manifestants, mais ils n'ont rien pu faire pratiquement.

### **Rassemblement du 17 janvier**

Le vendredi matin du 17 janvier, plus de dix milles enseignants se sont rassemblés devant le Club des enseignants de Téhéran pour poursuivre le mouvement. Plusieurs instituteurs ont pris encore la parole pour dénoncer les problèmes concernant le logement, les salaires, la caisse des prêts aux enseignants et d'autres difficultés. Ils ont demandé que les salaires soient indexés sur le taux d'inflation, les allocations de logements soient proportionnées aux loyers, l'exclusion entre les enseignants et les autres personnels de l'éducation soit supprimée, un plan coordonné du paiement des salaires soit établi, les salaires soient exemptés de l'impôt et que la sécurité de l'emploi soit garantie. Ils ont également exigé des bons d'achat, une hausse de prime de fin d'année et la création d'une banque pour les enseignants. Les enseignants ont demandé que tout le corps éducatif puisse être informé de leurs activités et qu'un syndicat indépendant de l'éducation puisse voir le jour. Une résolution de 12 articles a été lue au rassemblement du 17 janvier. Les enseignants ont ensuite décidé de manifester vers l'université de Téhéran et la place de la révolution. Ils portaient des placards sur lesquelles étaient marqués: Notre problème n'est pas la pauvreté, c'est l'exclusion; si vous ne satisfaites pas les revendications des enseignants aujourd'hui, vous serez obligés de remplir les prisons demain, les instituts sont éveillés, ils n'aiment pas l'exclusion; si je me lève, si tu te lèves, tout le monde se lèvera. Il faut rappeler que des milliers de gens ont rejoint les enseignants sur leur

parcours et le nombre de manifestants a dépassé 12000 personnes. Les enseignants brandissant leur bulletin de paye sur le parcours de la manifestation et scandaient des slogans comme responsables du pays, ayez honte; instituteurs de tous le pays, unité, unité. Les manifestants ont protesté contre la télévision d'Etat qui avait diffusé seulement quelques secondes de la manifestation du 15 janvier en déclarant que le nombre de participants n'était pas important. Ils ont alors crié: éteignons la télévision d'Etat.

Les autres slogans de la manifestation du 17 janvier étaient les mêmes que ceux du 15. Mais les manifestants demandaient que le mardi 22 janvier soit une journée de grève dans les écoles. Lorsque le cortège est arrivé à l'université de Téhéran, une autre journée d'action a été annoncée pour le mardi 22 janvier, devant l'Assemblée islamique. En effet, l'Assemblée islamique devait commencer les discussions sur le projet du budget pour l'année prochaine (l'année iranienne commence le 21 mars). Les enseignants disaient que ce jour-là leurs collègues de province feront des rassemblements devant les directions régionales de l'éducation nationale. Un mot d'ordre de grève générale a été aussi lancé dans le cas où le gouvernement ne tiendrait pas compte des revendications.

Le 22 janvier des milliers d'enseignants ont tenu leur promesse et se sont rassemblés devant l'Assemblée. Plusieurs députés des deux factions du régime sont venus pour essayer de calmer, voire récupérer le mouvement. Mais les manifestants ont refusé de leur laisser la parole. Il y avait ce jour-là un autre rassemblement devant l'Assemblée qui était appelé par des ouvriers. Quand les deux groupes de manifestants se sont croisés, ils ont alors lancé le slogan suivant: ouvriers, enseignants, unité, unité. Les députés des deux factions et le régime ont été très effrayés de ce genre de slogan. Il y a eu même un député dirigeant la commission de l'éducation de l'Assemblée qui a dit: "Il y a des gens qui ne sont pas dans le corps éducatif mais présents dans ce rassemblement. Ils veulent abuser de la situation" !

Le mouvement des enseignants a continué quelques jours plus tard devant le palais présidentiel. Le 26 janvier 2002, plusieurs milliers d'enseignants sont allés là-bas pour continuer leur lutte. Mais les forces de l'ordre ont été rapidement envoyés sur place et se sont mis à réprimer sauvagement les enseignants. Plusieurs blessés dont certains graves ont été dénombrés parmi les enseignants. Selon une information non confirmée, deux enseignants âgés de 37 et 46 ans ont succombés à leurs blessures après plusieurs jours d'hospitalisation. Les forces de l'ordre ont arrêtés plusieurs instituteurs. Il est évident que la répression du mouvement des enseignants ne pourra pas les faire taire pour longtemps. Ils sauront opter pour d'autres formes de lutte plus vaste et plus unitaire.

Les protestations des enseignants signalent que ce grand corps de travailleurs, plus de 1,5 million de personnes en contact direct avec 18 millions d'écoliers, d'élèves et de lycéens, rejoint le mouvement de protestation de masse populaire. C'est un grand renfort pour ce dernier. Les protestations des enseignants, comme celles des ouvriers, des étudiants et des jeunes sont inséparables des protestations générales des masses populaires contre le régime. Les grèves de milliers d'enseignants, plus ou moins organisée, signalent la recrudescence des mouvements de protestations de masses. Le mouvement des enseignants est un signe du renforcement d'un mouvement organisé au sein du mouvement de masses. Les grèves et rassemblements des enseignants ont un caractère général et national. Ils appellent d'autres salariés comme les fonctionnaires mais aussi des millions d'élèves à rejoindre le mouvement de protestation de masses en faisant eux-mêmes des grèves et rassemblements. C'est pourquoi les grèves et rassemblements des instituteurs sont d'une grande importance. C'est un prélude à une grève générale politique, nécessaire pour le renversement du régime de la République islamique.

---

## Les ouvriers et l'augmentation des salaires

Aucun ouvrier ne sait pas encore si les salaires vont augmenter cette année en Iran (l'année iranienne commence le 21 mars). Le régime de la République islamique essaye tous les ans d'étouffer le problème des augmentations salariales. Il s'est toujours efforcé de montrer les autres problèmes plus importants. Il a alors préparé un vacarme assourdissant pour pouvoir se débarrasser du problème des salaires en appliquant une hausse insignifiante. Mais l'augmentation des salaires est très importante pour les ouvriers. La République islamique n'a jamais augmenté les salaires des ouvriers pour qu'ils puissent avoir une vie décente et subvenir aux premiers besoins et nécessités, aussi bien en produits qu'en services. Les organisations ouvrières du régime, avec à leur tête la Maison de l'ouvrier, ont toujours aidé les gouvernements successifs pour qu'ils puissent dévier l'attention des ouvriers de l'augmentation des salaires. Dès que, vers la fin d'année, les ouvriers commencent à exiger des augmentations des salaires minimums, la Maison de l'ouvrier engage des discussions sur des exemptions d'impôt sur les revenus! C'est une position que la Maison de l'ouvrier a choisie depuis plusieurs années. Un autre problème que cette organisation syndicale gouvernementale n'oublie pas d'exposer est l'agrandissement de la loi sur les retraites.

Le gouvernement a annoncé que l'augmentation des salaires a été discutée au Conseil supérieur du travail. Hosseini, le ministre du travail, a même dit que le gouvernement prend en compte "la hausse du pouvoir d'achat" des ouvriers pour augmenter les salaires. Mais selon la Banque centrale les augmentations salariales ne seront pas plus élevées que les années précédentes. Cela équivaut à dire que le salaire réel des ouvriers baissera encore. Car les augmentations de salaire ont été toujours basées sur le taux d'inflation annoncée par la Banque centrale. Etant donné que cette Banque annonce un taux d'inflation bien plus bas que la réalité, les augmentations de salaire ont toujours été insuffisantes, puisque non indexées sur le taux réel d'inflation. C'est pourquoi les salaires réels et justement le pouvoir d'achat des ouvriers ont sans cesse baissé depuis l'instauration de la République islamique. Le rapport de la Banque centrale publié le 16 février 2002 annonce un taux d'inflation de 11,3% sur dix mois. Le gouvernement veut alors augmenter les salaires minimums d'après ce taux. Ce taux d'inflation n'est qu'un énorme mensonge! La hausse des prix des produits et des services pour la période annoncée a été bien plus importante. Le prix de logements, de médicaments, de transports et d'aliments a augmenté bien plus. Par exemple le prix d'huile ménagère, de viande, de poulet, d'œuf, de sucre et des produits laitiers a augmenté bien plus pendant les 10 mois que la Banque centrale tient en compte. A part la hausse officielle des prix des produits et des services et à part leur augmentation au fur et à mesure en 10 mois, rien que durant le mois de bahman, (le 11ème mois du calendrier iranien commençant le 21 janvier) les mêmes prix ont fait des sauts en avant considérables! Par exemple une boîte de 900 grammes d'huile coûtait 622 ! tomans (environ 80 cents US) durant la première moitié du mois de bahman pour atteindre 700 tomans à la seconde moitié du même mois. Le prix du sucre a dépassé de plus de 16% le prix officiel annoncé par le gouvernement. Au même mois, le prix d'un kilo de sucre était de 400 tomans, un kilo de sucre en morceaux de 450 tomans, un kilo de viande de mouton de 2620 tomans, de bœuf de 2650 tomans, de poulet de 1117 tomans. Trente œufs coûtaient 1250 tomans début bahman mais 1400 tomans à la fin du mois. Le prix d'un kilo de riz est passé de 950 tomans à 1000 tomans en un mois. Le prix de certains autres produits de première nécessité était de 1500 tomans pour un kilo de fromage, 2700 tomans pour un kilo de beurre, 380 tomans pour un kilo de yaourt et de 420 tomans pour un litre de lait. Le prix du kilo d'oignon a progressé de 20 tomans en un mois pour arriver à 120 tomans. Un kilo de

pomme de terre coûtait 380 tomans, un kilo de tomate coûtait 100 tomans en début de bahman pour arriver à 400 tomans en fin du mois.

Le prix de tous ces produits montre que le chiffre de la Banque centrale concernant le taux d'inflation est faux. Le taux d'inflation est bien plus supérieur pour une autre raison qui est l'émission des billets de banque sans couverture. Le volume des liquidités a augmenté de 30% en une année et la même Banque prévoit une augmentation de 25% pour l'année en cours. Il y a même le journal gouvernemental Kar - e - Kargar qui parle d'une inflation de 60% pour la nouvelle année iranienne (qui a commencé le 21 mars).

Le gouvernement a décidé par ailleurs d'appliquer le plan d'harmonisation du taux de change des devises. Le taux de change officiel du dollar américain fixé à 175 tomans maintenant passera à 770 tomans après ce plan. Bien qu'en réalité le taux de change réel du dollar soit supérieur à 770 tomans dès maintenant, ce plan du gouvernement dévaluera encore plus la monnaie iranienne et par conséquent les prix augmenteront encore plus. Le taux d'inflation suivra et sera plus important. Le gouvernement a dû augmenter son propre budget de 50% à cause du plan d'harmonisation du taux de change des devises afin de dissimuler la différence de celui-ci avec sa situation actuelle.

La toute petite hausse annuelle des salaires, d'après les faux taux d'inflation annoncés par la Banque centrale, ne correspond guère avec la réalité. Le salaire réel des ouvriers a baissé d'années en années et leur pouvoir d'achat s'est aussi affaibli. Le dollar américain a une importance primordiale dans l'économie de la République islamique. Le rôle du dollar devient de plus en plus important, sachant que la République islamique se plie davantage aux ordres et directives du Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Si l'on ne tient pas compte des autres facteurs et en considérant seulement le taux de change du dollar, alors les salaires minimums auraient dû augmenter plusieurs fois.

Un dollar s'échangeait contre 7 tomans en 1980 et le salaire journalier ouvrier était de 56 tomans soit 8 dollars US (1680 tomans mensuels ou 240 dollars). Si aucune augmentation de salaire n'est envisagée pour toutes les années qui nous séparent de 1980 et si la République islamique veut payer le même salaire à un ouvrier qu'en 1980, elle devrait alors fixer le salaire minimum à 6160 tomans par jour ou 184800 tomans par mois, car le dollar coûte aujourd'hui 770 tomans. Mais le salaire minimum mensuel est à moins de 60000 tomans (57000 tomans exactement). Il devrait donc augmenter le salaire minimum de 300% pour que l'ouvrier ait déjà le même pouvoir d'achat qu'il y a 22 ans! Autrement dit, les salaires réels des ouvriers et leur pouvoir d'achat ont baissé de 300% à cause des politiques anti-ouvrières de la République islamique. Par conséquent, le niveau de vie des ouvriers et de leurs familles n'a cessé de s'affaiblir. L'expérience montre que depuis la néfaste instauration du régime de la République islamique, les augmentations de salaire ouvrier n'a jamais été indexé sur le taux réel d'inflation. Mais pendant toutes ces années les capitalistes n'ont pas oublié d'exploiter encore plus sauvagement les ouvriers et les dirigeants du régime et leurs proches n'ont pas cessé de voler des milliards. Rien que deux procès de Rafighdoust et de Djazayeri, jugés pour abus de pouvoir, escroqueries financières et pots-de-vin en sont des exemples type.

Il est évident que tant que les ouvriers ne fassent pas une lutte organisée pour l'augmentation des salaires, les capitalistes et leur Etat emploient mille et une falsifications en chiffre etc. pour dire non à ces augmentations.

Les ouvriers connaissent par expérience maintenant la nature anti-ouvrière du régime de la République islamique. Une amélioration sérieuse de la condition ouvrière est impossible sous

le régime de la République islamique. Il faut le renverser afin de réaliser les revendications immédiates ouvrières. Mais cela ne veut point dire l'arrêt des luttes pour les augmentations salariales. Elles prendront d'ailleurs de plus en plus d'ampleur dans le proche avenir. Il n'y a pas de doute que la lutte unitaire, commune et organisée des ouvriers pourra faire reculer le régime anti-ouvrier actuel et arracher leurs droits des capitalistes parasites.

---

## La stratégie sioniste ne peut qu'échouer!

Ariel Sharon et son gouvernement sioniste ont mis George Bush au courant de leur décision pour détruire l'Autorité autonome palestinienne de Yasser Arafat. Après l'aval de celui-ci, l'armée israélienne a commencé une attaque militaire d'envergure contre le peuple palestinien et son mouvement de libération. Les actes terroristes contre le peuple palestinien ont alors été multipliés. L'attaque militaire et les actes terroristes de l'armée israélienne se font sous prétexte de "lutte contre le terrorisme"! Bush a apporté son soutien plus d'une fois au gouvernement d'extrême droite de Sharon et à l'armée d'occupation d'Israël. C'est ainsi que les F16 et les hélicoptères Apache offerts par les Etats-Unis ont commencé des bombardements incessants des villes et territoires palestiniens.

Arafat a été encerclé à Ramallah et privé de tout déplacement. Les tanks et blindés israéliens ont occupé les villes palestiniennes. L'armée israélienne a bombardé les logements et les infrastructures palestiniens. Elle a massacré les Palestiniens par des attaques au sol et de l'air. Même les ambulances n'ont pas été épargnées des sauvageries de l'armée israélienne. Le massacre des Palestiniens a montré que l'armée israélienne ne vise pas seulement ceux qui font des attentats suicide. Car de nombreux civils palestiniens et des membres de la police de l'Autorité autonome ont été la cible de l'agression militaire israélienne. Le nombre des victimes ne cesse malheureusement pas d'augmenter. Quand l'Etat sioniste israélien a dû lever l'encerclement de Yasser Arafat, sous la pression de l'opinion publique, il a décidé d'occuper la ville de Ramallah. Près de 150 chars et 20000 soldats ont occupé tous les territoires palestiniens. Les agressions militaires israéliennes, sans précédent depuis les 20 dernières années, ont entraîné la mort des centaines de Palestiniens et de Palestiniennes et des milliers de blessés. Des milliers d'autres ont perdu leurs abris. L'armée d'occupation israélienne a non seulement réoccupé les zones d'où elle s'était retirée en 1995, mais en plus, elle a occupé des camps de réfugiés. Alomari, Albireh, Djabalia, Toulkarem, Jénine, Talateh, Rafah, Ghalghilia, Alghodah et certains autres camps de Palestiniens ont ainsi été la cible de l'agression fasciste de l'armée israélienne. Les forces militaires israéliennes se sont lancées à la recherche des combattants palestiniens maison par maison. Elles ont arrêté des centaines de personnes.

Le gouvernement et l'armée sionistes israéliens ont de fait emboîté le pas aux nazis hitlériens par les agressions, massacres et bombardements qu'ils ont commis. Malgré tous ces massacres et effusions de sang et les macabres calculs de l'Etat sioniste israélien et son soutien impérialiste, aucun problème n'est résolu. La stratégie de l'anéantissement de l'Autorité autonome palestinienne et des massacres par Ariel Sharon, cet agent principal du massacre de Chatila et de Sabra, a mis ce dernier et son gouvernement dans une impasse. Les massacres récents commis par l'armée d'agression israélienne ont sensibilisé l'opinion publique mondiale contre Israël. Les pays arabes ont dû prendre position. La Jordanie, l'Egypte, la Libye, l'Arabie saoudite et certains autres pays arabes ont condamné les politiques de Sharon et ont demandé à la communauté internationale d'intervenir afin de stopper les agressions du régime israélien. La Russie et les pays européens ont dû demander le changement d'attitude à

Israël, sous la pression de l'opinion publique. La crise s'est tellement aggravée que même des voix de discord se sont fait entendre à l'intérieur d'Israël.

Quand les Etats-Unis ont saisi que les méthodes employées par Sharon ne mènent à nulle part, ils ont réagi par l'intermédiaire de leur secrétaire d'Etat, Colin Powell. Ce dernier a alors demandé à Sharon de ne plus envenimer la situation. Il lui a amicalement exigé de revoir sa politique. Le problème palestinien et l'aggravation de la crise avaient influencé la politique proche orientale des Etats-Unis. Ils ont décidé d'empêcher l'aggravation de la crise entre la Palestine et Israël qui allait avoir des répercussions sur toute la région en emmenant, au fur et à mesure, les pays arabes dans la tourmente. Dans le cas contraire, les Etats-Unis ne pouvaient pas avoir le soutien des pays arabes à l'attaque militaire programmé contre l'Irak. Ce n'était donc pas un hasard si les Etats-Unis ont voté en faveur de la résolution 1397 des Nations Unies le 12 mars 2002. Elle propose aux Palestiniens et Israéliens de reprendre les négociations pour résoudre politiquement leur problème tout en insistant sur la nécessité de la constitution d'un Etat palestinien. Bien que ladite résolution ne mentionne guère l'occupation des territoires palestiniens par le régime israélien et bien qu'elle parle d'un Etat indépendant palestinien dans des termes très vagues, sans préciser les limites de sa souveraineté, mais son vote par les Etats-Unis (qui ont le droit de veto à l'ONU) officialise, pour la première fois dans les documents des Nations Unies, le droit de la création d'un Etat palestinien. Cette résolution est aussi le signe de l'échec de la stratégie sioniste du gouvernement de Sharon et de son principal soutien, l'impérialisme américain. C'est à la suite de ces évolutions que les responsables américains ont demandé à Sharon de retirer, pour l'instant, ses forces militaires de Ramallah. Par ailleurs la proposition du prince saoudite, Abdallah, de reco n! naître Israël contre son retrait des territoires occupés d'avant la guerre de 1967 a joué en défaveur d'Israël. Car à ce moment-là, Sharon a mis de côté la condition d'une semaine d'accalmie absolue pour commencer des pourparlers et a retiré ses tanks et son armée de certaines villes palestiniennes. Les Etats-Unis ont ensuite envoyé, le 14 mars, Antony Zini à Jérusalem. Il a rencontré Sharon le jour de son arrivée et Yasser Arafat le lendemain. Arafat était considéré indésirable par l'administration Bush. Mais cette rencontre est une raison de plus pour l'échec de la stratégie sioniste qui veut anéantir la résistance palestinienne par les massacres et répressions sauvages militaires. Il ne faut pas oublier que la rencontre Zini - Arafat s'est faite par le fait que les Etats-Unis ont besoins de soutiens à leurs politiques bellicistes surtout contre l'Irak.

Si le problème palestinien devait se résoudre avec le massacre et la destruction des abris du peuple palestinien, il l'aurait été depuis bien longtemps. Laissons pour un instant le passé lointain; quand la seconde Intifada a commencé en septembre 2000, après que Sharon soit allé, par provocation, sur les esplanades des mosquées, l'armée israélienne a détruit des habitations palestiniennes et a tué plus de 1000 personnes. Mais cela n'a pas arrêté le mouvement de la libération de Palestine. Les Palestiniens n'ont pas laissé tomber leur revendication d'un Etat indépendant après tant d'agressions sionistes. L'on peut encore massacrer le peuple palestinien, l'on peut faire des dizaines de Sabra et de Chatila mais l'on ne peut pas étouffer la résistance et la revendication d'un peuple. Il y a de multiples exemples dans l'Histoire prouvant l'échec des stratégies qui ! ont voulu mettre fin aux justes mouvements par massacres et sauvageries.

Le problème palestinien ne trouvera pas d'issue sans que les droits du peuple palestinien, des réfugiés et des sans-abri ne soient respectés, sans que les territoires occupés ne soient libérés et sans que le droit du peuple palestinien à décider de son sort ne soit reconnu dans le cadre de la constitution d'un Etat indépendant.